



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, 1° du Code de la Commande Publique

Procédure N°2025PI01

FOURNITURE, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE DE STOCKEURS LIFTS POUR LA PLATEFORME LOGISTIQUE HOTELIERE AVANCEE DU CHU DE RENNES

CHU de Rennes
Direction des Achats
4^{ème} étage du bâtiment Direction et Pôle Santé Publique
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex
Tél : 02 99 28 43 69

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - GENERALITES.....	4
Article 1 - Objet du marché public.....	4
Article 2 - Description du marché public	4
2.1 - Procédure de passation	4
2.2 - Etendue – Décomposition en lots	4
2.3 - Forme du marché public et des prix	4
2.4 - Options (au sens communautaire)	5
2.5 - Sous-traitance.....	5
Article 3 - Durée du marché public.....	6
Article 4 - Pièces constitutives du marché public.....	6
4.1 - Référence au CCAG.....	6
4.2 - Pièces constitutives	6
Article 5 - Obligations générales du titulaire	7
5.1 - Changements affectant le titulaire	7
5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel	7
5.3 - Assurances.....	7
CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	8
Article 6 - Conditions d'exécution	8
6.1 - Commandes.....	8
6.2 - Réunion de lancement.....	8
6.3 - Délai d'exécution	9
6.4 - Prolongation des délais	9
6.5 - Transport et déchargement.....	9
6.6 - Livraisons	10
6.7 - Emballage	10
6.8 - Qualité des fournitures et prestations	10
6.9 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution	10
CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION.....	11
Article 7 - Modalités de vérification	11
7.1 - Mise en ordre de marche (MOM) concernant la fourniture des stockeurs lifts.....	11
7.2 - Opérations de vérification des stockeurs lifts	11
7.3 - Vérification des prestations des formations supplémentaires.....	12
7.4 - Vérification des prestations de garantie/maintenance	13
7.5 - Vérification des équipements commandés dans le cadre de la part non programmable.....	13
7.6 - Décision après vérification	13
Article 8 - Garantie	13
CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	14
Article 9 - Contenu et caractéristiques des prix	14
9.1 - Forme des prix	14
9.2 - Contenu des prix.....	14
9.3 - Prix de référence	14
9.4 - Variation des prix.....	14
Article 10 - Modalités de règlement des comptes	15
10.1 - Facturation	15
10.2 - Règlement	16

Article 11 - Titulaire étranger	16
Article 12 - Nantissement et cession de créance	17
Article 13 - Avance.....	17
Article 14 - Pénalités.....	18
14.1 - Pénalités de retard de mise en service (= MOM)	18
14.2 - Pénalités pour non-respect des délais garantis d'intervention et de rétablissement pour les anomalies Bloquantes	18
14.3 - Pénalités pour non-respect des délais garantis d'intervention et de rétablissement pour les anomalies Majeures	18
14.4 - Pénalités pour non-respect des délais garantis d'intervention et de rétablissement pour les anomalies Mineures	18
Article 15 - Propriété Intellectuelle	19
Article 16 - Résiliation du marché public.....	19
16.1 - Motifs de résiliation.....	19
16.2 - Indemnités de résiliation	19
Article 17 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
17.1 - En cas d'impossibilité de réaliser les prestations en cours d'exécution du marché public	19
17.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	19
Article 18 - Litiges / Recours	20
Article 19 - Dérogations aux documents généraux	20

CHAPITRE 1 - GENERALITES

Article 1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance de stockeurs lifts pour la plateforme logistique hôtelière avancée du CHU de Rennes.

Article 2 - Description du marché public

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

2.2 - Etendue – Décomposition en lots

2.2.1 - Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

2.2.2 - Etendue

Les fournitures et prestations pouvant être commandées sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCAP) et au bordereau des prix (BP).

2.3 - Forme du marché public et des prix

2.3.1 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public : 200 000€ HT.

Le marché public est mono-attributaire.

2.3.2 - Forme des prix

Le marché public comprend :

- une part de prestations prévisibles conclue à prix global et forfaitaire ;
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires.

La part de prestations prévisibles correspond à :

- la fourniture, l'installation, la mise en service de deux (2) stockeurs lifts ;
- l'interface avec le WMS Hospilog pour leur pilotage ;
- la livraison, l'installation et la mise en service ;
- la formation initiale des préparateurs de commandes, des administrateurs fonctionnels et des utilisateurs informatiques ;
- la garantie ;
- la maintenance tous risques.

La part de prestations non programmables correspond à :

- la fourniture d'équipements pour compléter l'aménagement intérieur des stockeurs lifts ;
- la fourniture des pièces détachées exclues de la garantie et du forfait maintenance tous risques ;
- aux formations supplémentaires.

2.4 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

2.5 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-FCS.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour les prestations sous-traitées supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire du marché public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché public, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial et de la DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant:

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir

constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

Article 3 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une durée de QUATRE (4) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Article 4 - Pièces constitutives du marché public

4.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix (BP) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe :
 - Annexe 1 : Référentiel de Sécurité du Système d'Information au CHU de Rennes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Plan de la plateforme logistique hôtelière au format PDF ;
 - Annexe 2 : Plan de la plateforme logistique hôtelière au format DWG ;
 - Annexe 3 : Données Produits à stocker format Excel ;
 - Annexe 4 : Informatique ;
 - Annexe 5 : Flux et interfaces entre le WMS et le stockeur ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- le mémoire technique du titulaire.

Le marché public s'exécute par les pièces ci-dessus et les bons de commande.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHU de Rennes de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures est suspendu tant que le CHU de Rennes n'est pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 - Assurances

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CHU de Rennes, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CHU de Rennes, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 - Conditions d'exécution

6.1 - Commandes

6.1.1 - Emission des bons de commande

Les prestations de la part prévisible relatives à la fourniture des stockeurs lift sont commandées une seule fois.

Les prestations relevant de la maintenance sont commandées à l'issue de la période de garantie.

Les prestations de la part non programmables à prix unitaires sont commandées par le CHU de Rennes, au fur et à mesure de ses besoins.

Ces bons adressés par un portail de commandes (Hospitalis), ou par fax, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

Seules les commandes passées par le représentant du CHU de Rennes donnent lieu au paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Le CHU de Rennes ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le CHU de Rennes confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.1.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et du CHU de Rennes sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui est annexé au bon de commande concerné.

6.1.3 - Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rennes peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

6.2 - Réunion de lancement

Dans un délai maximum de trois (3) semaines après notification de marché, une réunion entre le titulaire et le représentant du CHU de Rennes est initiée pour le lancement du projet.

Lors de cette réunion, sont fixés notamment :

- Le planning définitif du projet sur la base du planning prévisionnel remis dans l'offre du titulaire ;

- Le mode opératoire de la réalisation des prestations.

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le titulaire et diffusé au CHU de Rennes dans les cinq (5) jours calendaires.

6.3 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché public court à compter de la date de notification du marché public.

La mise en ordre de marche (MOM) doit intervenir dans un délai maximum de SIX (6) MOIS à compter de la notification du marché public au titulaire.

La formation des préparateurs de commandes, des administrateurs fonctionnels et des utilisateurs informatiques est réalisée impérativement avant la MOM.

La vérification d'aptitude (VA) dure DEUX (2) MOIS à compter de la mise en ordre de marche (PV MOM positif).

La vérification de service régulier (VSR) dure UN (1) MOIS après la validation de la vérification d'aptitude (PV VA positif).

La garantie de VINGT QUATRE (24) MOIS minimum démarre à compter de l'admission de la vérification de service régulier (PV VSR positif).

La maintenance tous risques est d'une durée allant de la fin de la période de garantie à l'échéance du marché.

6.4 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHU de Rennes, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, le CHU de Rennes peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

6.5 - Transport et déchargement

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du titulaire.

6.6 - Livraisons

La livraison est à effectuer à la Plateforme Logistique et Hôtelière Avancée (PLHA) du CHU de Rennes, accompagnée d'un bordereau de livraison, indiquant :

- expéditeur et destinataire ;
- N° de bordereau ;
- le numéro de la commande ;
- la désignation et référence des équipements
- le n° de série ;
- la quantité livrée ;

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le CHU de Rennes ne dispose pas d'aires de stockage. En conséquence, les phases de livraison, déballage, vérification, installation sur le site d'exploitation doivent s'effectuer sans étape de stockage intermédiaire. Pour cela une organisation rigoureuse doit être mise en place.

Les jours et horaires de livraison et manutention seront soumis à autorisation du CHU de Rennes.

Les fournitures sont livrées conformément aux instructions portées sur le bon de commande à l'adresse suivante :

CHU de Rennes
PLHA
2 rue Henri Le Guilloux
35 033 RENNES Cedex 9

6.7 - Emballage

Conformément à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du Titulaire. Le Titulaire a ainsi à sa charge la gestion de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS.

Le CHU de Rennes peut demander à tout moment au Titulaire la production d'un justificatif attestant de la traçabilité du traitement des déchets et emballages générés par l'exécution du marché public.

6.8 - Qualité des fournitures et prestations

Les fournitures et prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution mentionnée à l'article 6.9.2 du présent CCAP.

6.9 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution

6.9.1 - Modifications du marché public

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

6.9.2 - Evolution des produits du marché public

En cas d'évolution technologique des produits durant la période d'exécution du marché public, le titulaire peut proposer de substituer totalement ou partiellement un nouveau produit à l'ancien, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché public initial.

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire propose de fournir ces

CHU de Rennes
Direction des Achats
3^{ème} étage du bâtiment des Formations
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex
Tél : 02 99 28 43 69

nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre du marché public initial. En cas de désaccord, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du CHU de Rennes.

CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION

Article 7 - Modalités de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.

7.1 - Mise en ordre de marche (MOM) concernant la fourniture des stockeurs lifts

La date d'installation est celle qui sera définie dans le calendrier d'exécution définitif du marché.

Les date et heure de mise en ordre de marche sont déterminées d'un commun accord et par écrit entre les parties dans un délai maximum de SIX (6) MOIS à compter de la notification du marché public au titulaire.

La mise en ordre de marche ne peut être notifiée qu'une fois que les prestations suivantes ont été réalisées :

- La mise en œuvre de la prestation d'accompagnement du dimensionnement et rangement de l'installation ;
- La fourniture, l'installation et le paramétrage des stockeurs lifts ;
- La fourniture et la mise en place du SI des stockeurs ;
- La fourniture et le paramétrage des interfaces avec le WMS HOSPILOG ;
- La réalisation de l'ensemble des formations ;
- La fourniture de l'ensemble des documents du DOE prévus au CCTP.

La mise en ordre de marche est constatée par un procès-verbal (PV) prévu à cet effet par le CHU de Rennes. Ce PV est signé par le Titulaire qui le notifie au CHU de Rennes.

Ce PV est contresigné par le CHU de Rennes dans un délai de trois (3) semaines maximum. A réception du PV de la MOM contresigné par le CHU de Rennes, le titulaire peut déclencher sa facturation.

La vérification d'aptitude ne peut démarrer avant que le CHU de Rennes n'ait contresigné le PV de la MOM.

7.2 - Opérations de vérification des stockeurs lifts

7.2.1 - Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que les éléments livrés présentent les caractéristiques techniques et fonctionnelles qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le présent marché et par l'ensemble de la documentation remise par le Titulaire dans le cadre de son offre.

Ainsi, la VA a notamment pour objet de constater que :

- Les stockeurs permettent de délivrer les articles appelés par la commande transmise via l'interface avec le WMS HOSPILOG ;
- Les stockeurs permettent de prendre en charge une commande urgente (cf art.8.2 CCTP) ;
- Les stockeurs permettent de travailler en rafale (cf art.8.2 CCTP) ;
- La validation du prélèvement des articles par les préparateurs de commandes est opérationnelle ;
- Les articles à ranger dans les stockeurs sont adressés à l'emplacement défini par la cartographie ;
- La procédure dégradée est fonctionnelle ;
- Le respect de l'engagement du titulaire sur l'atteinte de la performance de la solution telle que définie à l'article 9 du CCTP.

Pour la solution logicielle, la vérification d'aptitude permet de vérifier :

- la solution sur les postes de travail, le serveur ;

CHU de Rennes
Direction des Achats
3^{ème} étage du bâtiment des Formations
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex
Tél : 02 99 28 43 69

- le bon fonctionnement des interfaces ;
- la fonctionnalité selon un jeu de test.

Le CHU de Rennes dispose d'un délai de DEUX (2) MOIS, à compter du procès-verbal de MOM contresigné par lui, pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision.

Cette décision prend la forme d'un procès-verbal :

- Soit un procès-verbal de vérification d'aptitude positive, le CHU de Rennes prononce l'admission ;
- Soit un procès-verbal de vérification d'aptitude négative, auquel est jointe la liste des motifs. Le CHU de Rennes prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le Titulaire propose au CHU de Rennes une nouvelle date de livraison des éléments (nouvelle MOM) pour présentation en vérification d'aptitude (VA). Les pénalités de retard sont décomptées.

La décision ne pourra pas être tacite. Ceci signifie que si le CHU de Rennes ne notifie pas sa décision dans le délai indiqué ci-avant, le résultat de la VA ne peut en aucun cas être considéré comme positif, les prestations ne sont pas réputées admises.

7.2.2 - Vérification de Service Régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les éléments fournis sont capables d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation, pour remplir les fonctions précisées par le marché et par la documentation conformément aux engagements du Titulaire.

La régularité du service s'observe pendant une durée de UN (1) MOIS à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le CHU de Rennes.

La vérification de service régulier consiste en un test de la solution dans les conditions réelles d'utilisation.

Le service régulier est considéré acquis si l'occurrence des éléments ci-dessous est atteinte à 98% quotidiennement pendant une durée de vingt (20) jours ouvrés consécutifs :

- le temps d'accès minimum, à savoir le temps nécessaire pour le retrait d'un produit du plateau se trouvant directement en face du point de prélèvement est compris entre 10 et 13 secondes ;
- le temps d'accès maximum, à savoir le temps nécessaire pour amener le plateau le plus éloigné dans le point de prélèvement est compris entre 25 et 33 secondes ;
- le temps moyen d'accès se calcule comme la somme du temps d'accès minimum et du temps d'accès maximum divisée par deux, l'objectif de performance exprimé en temps d'accès au produit doit se situer au maximum à 23 secondes.

Par ailleurs, il sera vérifié l'appropriation du fonctionnement du système par les préparateurs de commandes, les administrateurs et utilisateurs informatiques.

Cette décision prend la forme d'un procès-verbal :

- Soit un procès-verbal de vérification de service régulier positive, le CHU de Rennes prononce l'admission ;
- Soit un procès-verbal de vérification de service régulier négative, auquel est jointe la liste des motifs du refus. Le CHU de Rennes prend une décision d'ajournement ou d'admission avec réfaction ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le Titulaire propose au CHU de Rennes une nouvelle date de livraison des éléments pour présentation en vérification de service régulier. Les pénalités de retard sont décomptées.

Cette décision ne peut pas être tacite, ceci signifie que si le CHU de Rennes ne notifie pas sa décision dans le délai indiqué ci-avant, le résultat de la VSR ne peut en aucun cas être considéré comme positif, les prestations ne sont pas réputées admises.

7.3 - Vérification des prestations des formations supplémentaires

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer

7.4 - Vérification des prestations de garantie/maintenance

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer

7.5 - Vérification des équipements commandés dans le cadre de la part non programmable

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer.

7.6 - Décision après vérification

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-FCS sauf dérogations prévues aux articles ci-avant.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, aucune décision du CHU de Rennes n'est tacite. Elles doivent toutes être expressément notifiées au titulaire. En l'absence de décision écrite du CHU de Rennes, les prestations ne sont pas admises. En cas de dépassement des délais prévus dans le présent marché pour prendre sa décision, le titulaire met en demeure le CHU de Rennes de rendre sa décision.

Article 8 - Garantie

Les fournitures et prestations sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière, ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine, à compter de la date d'admission des fournitures ou prestations.

Les prestations relatives à la garantie sont précisées à l'article 18 du CCTP.

Sauf exclusion expressément mentionnée par le titulaire dans son mémoire technique, la garantie s'applique à la globalité du système.

Tout équipement présentant un vice caché, découvert au cours de son utilisation sera immédiatement signalé au titulaire qui sera tenu de le remplacer.

La garantie couvre également tous les frais consécutifs au conditionnement, à l'emballage et au transport des équipements nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

En cas d'appel en garantie, le titulaire interviendra sur simple demande téléphonique. Cet appel sera confirmé par l'envoi d'un mail par le CHU de Rennes au titulaire actant ainsi le départ du délai d'intervention.

En cas de panne, les délais d'intervention garantis s'appliquent conformément aux articles 17 et 18 du CCTP.

Le délai de garantie sera prolongé, s'il y a lieu, au-delà de son terme jusqu'à ce que les fournitures, installations et prestations diverses inscrites au marché aient été rendues conformes (en cas d'immobilisation, le délai de garantie applicable au matériel pourra être prolongé d'autant).

La garantie des matériels part à compter de la date de signature du procès-verbal de la vérification de service régulier (VSR), valant admission de l'ensemble des équipements.

A la fin de la garantie, une visite de maintenance préventive, de contrôle de performance et de qualité du matériel est effectuée par le titulaire avant sa sortie de garantie. A défaut, la garantie est prolongée de plein droit jusqu'à l'exécution de cette obligation contractuelle. Le titulaire remettra un rapport détaillé sur l'état de l'installation.

CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 9 - Contenu et caractéristiques des prix

9.1 - Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché public sont conclues à prix forfaitaires et unitaires.

Le prix global et forfaitaire de la part prévisible figure au Bordereau des Prix (BP). Ce prix rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objet de cette part.

Les prix unitaires de la part non programmables figurent au bordereau des prix (BP). Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix (BP).

9.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, et à la manutention jusqu'au lieu de livraison.

9.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres finales (Mois M0).

9.4 - Variation des prix

Révision des prix :

Les prix du marché public sont révisables à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public.

La formule de révision des prix est donnée ci-dessous.

Les valeurs d'indice que ce soit au mois M0 ou au mois de révision, sont les données révisées (r) des indices INSEE.

$$P_n = P_0 [0,15 + 0,85 (IP_n/IP_0)]$$

P_n désigne le prix révisé et P₀ le prix de référence.

Pour les MATERIELS commandés au titre de la part non programmable

IP₀ et IP_n sont les valeurs prises par l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A10.BE – Ensemble de l'industrie – identifiant 010535587 respectivement au mois de référence M0 et au mois n de révision des prix.

Pour les prestations de maintenance (part prévisible)

IP₀ et IP_n sont les valeurs prises par l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 – Réparation de machines et équipements mécaniques - identifiant 010764276 respectivement au mois de référence M0 et au mois n de révision des prix.

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau des prix (BP) de l'année N -1 avec les prix révisés

Clauses limitatives :

Clause butoir :

CHU de Rennes
Direction des Achats
3^{ème} étage du bâtiment des Formations
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex
Tél : 02 99 28 43 69

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 2% par an (rabais initial déduit).

Article 10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Facturation

10.1.1 - Facturation des stockeurs lifts (partie prévisible)

Le titulaire émet une facture, selon la répartition suivante:

- Une facture à l'issue de la mise en ordre de marche (MOM) validée par le CHU de Rennes (PV contresigné par le CHU de Rennes) représentant 60 % du montant forfaitaire ;
- Une facture à l'issue de la réception de la vérification d'aptitude (VA) par le CHU de Rennes représentant 30% du montant forfaitaire ;
- Une facture à l'issue de la réception de la vérification de service régulier (VSR) par le CHU de Rennes représentant 10% du montant forfaitaire.

10.1.2 - Facturation des prestations de maintenance (partie prévisible)

Pour les prestations de maintenance, la facturation se fait en terme à échoir en référence au BP (part prévisible).

La durée de la maintenance allant de la fin de la période de garantie à l'échéance du marché, le montant de celle-ci est calculé au prorata temporis du forfait annuel.

10.1.3 - Facturation des prestations de formations supplémentaires et matériels commandés en part non-programmable

La facturation se fait à l'issue de l'admission des prestations/matériels.

10.1.4 - - Présentation des factures

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée au CHU de Rennes. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est **ACHATS**.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Rennes doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHU de Rennes, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Il est établi une facture par bon de commande.

10.2 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11, 1° du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par le CHU de Rennes jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 10.1 ci-dessus du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Le Comptable Assignataire est Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie hospitalière de Rennes : 2 Boulevard Magenta 35091 RENNES Cedex.

Article 11 - Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHU de Rennes lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 12 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 13 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

Article 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

14.1 - Pénalités de retard de mise en service (= MOM)

En dérogation à l'Article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

14.2 - Pénalités pour non-respect des délais garantis d'intervention et de rétablissement pour les anomalies Bloquantes

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par heure ouvrables de retard.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de rétablissement est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 400 € par heure ouvrables de retard.

14.3 - Pénalités pour non-respect des délais garantis d'intervention et de rétablissement pour les anomalies Majeures

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 75 € par heure ouvrables de retard.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de rétablissement est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 250 € par heure ouvrables de retard.

14.4 - Pénalités pour non-respect des délais garantis d'intervention et de rétablissement pour les anomalies Mineures

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 30 € par heure ouvrables de retard.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de rétablissement est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par heure ouvrables de retard.

Les pénalités ne sont appliquées que si le retard est imputable au titulaire.

Article 15 - Propriété Intellectuelle

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS.

Article 16 - Résiliation du marché public

16.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies ci-après.

16.2 - Indemnités de résiliation

16.2.1 - Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

16.2.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Article 17 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le CHU de Rennes peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

17.1 - En cas d'impossibilité de réaliser les prestations en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le CHU de Rennes se réserve le droit de faire réaliser les prestations auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

17.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, le CHU de Rennes se réserve le droit de faire les prestations auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 18 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 19 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
6.6	20.2.2	Emballages
7	27 à 29 et 30.1	Modalités de vérification
10.1.4	11.3.2	Facturation
13	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités de retard
15.2.2	42	Indemnités de résiliation
16	45.1	Exécution aux frais et risques